



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Chalon-sur-Saône
1 rue Georges Feydeau – CS 20105
71351 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex

Le 26 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/01/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NGS

Le Bourg
71120 VENDENESSE LES CHAROLLES

Références : AC/MV/2023/C_035
Code AIOT : 0005426363

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/01/2023 dans l'établissement NGS implanté Lieu-dit Terre de Vesvre 71120 VENDENESSE LES CHAROLLES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NGS
- Lieu-dit Terre de Vesvre 71120 VENDENESSE LES CHAROLLES
- Code AIOT : 0005426363
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière de roche massive autorisée par arrêté préfectoral du 07 juillet 2017 pour 8 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : bilans d'exploitation, phasage, vibrations, eaux superficielles.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un

examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Plan des réseaux d'eau	Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 4.2.2	/	Sans objet
14	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 7.3.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Production annuelle	Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 1.2.3	/	Sans objet
2	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 10.4.1	/	Sans objet
3	Périmètre d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 1.5	/	Sans objet
4	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 2.3.3	/	Sans objet
5	Autre aménagement	Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 2.3.7.1	/	Sans objet
6	Zones humides	Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 2.4.3	/	Sans objet
7	Phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 2.5.1	/	Sans objet
8	Stockage des matériaux	Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 2.4.7	/	Sans objet
9	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 2.6.2.2	/	Sans objet
10	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 4.1.1	/	Sans objet
12	Qualité des rejets d'eau	Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 4.3.3.3	/	Sans objet
13	Vibrations et résultats	Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 7.3.1	/	Sans objet
16	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 7.3.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas relevé de graves manquements sur les points contrôlés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Production annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 1.2.3
Thème(s) : Situation administrative, Production autorisée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière est de 300 000 tonnes/an au maximum avec une production moyenne autorisée de 200 000 tonnes/an, calculée sur la durée des périodes définies à l'article 2.5.1 du présent arrêté. La cote minimale d'extraction est de 267 mNGF.
Constats : Les quantités annuelles de production depuis le démarrage de l'exploitation sont en tonnes : - 2022 : 115 000 - 2021 : 96 500 - 2020 : 62 000 - 2019 : 2 250 Les matériaux sont principalement destinés aux travaux routiers (couches de forme). La cote minimale d'extraction actuelle est à 288 m NGF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 10.4.1
Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,• les bords de la fouille,• les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,• l'emprise des infrastructures (installations de traitement, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux,• les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,• le positionnement et les hauteurs des fronts,• les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs,• les zones de stockages de déchets d'extraction inertes et terres non polluées provenant de l'activité,• la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection.
Constats : Le dernier plan d'exploitation réalisé à l'échelle 1/500 par la société MAPSPRO date du 28/12/2022. Toutes les informations nécessaires sont présentes sur ce plan.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Périmètre d'éloignement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Périmètre d'éloignement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : Les bords d'excavation sont à au moins 10 mètres de la limite du périmètre autorisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 2.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures et barrières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace (ou tout autre dispositif équivalent), entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation. Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux "chantier interdit au public" sont mis en place sur les voies d'accès. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit. Les retenues d'eau présentes sur le périmètre d'autorisation sont clôturées et munies de panneaux signalant leur caractère dangereux (risques de noyade). Des moyens de secours adaptés (bouée, barque, ligne de vie,...) sont disponibles à proximité.
Constats : La périphérie de l'emprise autorisée est clôturée. L'entrée unique de la carrière est fermée par une barrière. Des panneaux signalant les dangers et l'interdiction d'accès sont présents sur les clôtures et la barrière. Les bassins de décantation des eaux sont clôturés et munis de panneaux signalant le risque de noyade. Des bouées sont présentes à proximité des bassins.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Autre aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 2.3.71
Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement paysager
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place tout aménagement paysager (par exemple merlon, haie végétale...) permettant de diminuer les impacts visuels sur les habitations riveraines.
Constats : Au démarrage de l'exploitation un merlon a été mis en place en limite Sud de l'emprise proche de la RCEA. Des hauts chênes ont été maintenus dans l'emprise sur les délaissés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Zones humides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 2.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de compensation de zones humides
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conformément à la demande d'engagement de principe pour le financement d'actions de gestion dans le cadre de l'application de mesures de compensation de zones humides annexée au dossier de la demande, l'exploitant tient à disposition de l'inspection l'ensemble des pièces justificatives relatives au financement et aux mesures de compensation mises en œuvre. Les travaux doivent être finalisés avant l'échéance de la première phase.
Constats : Les mesures de compensation de perte de surface de zones humides dans la carrière sont exclusivement financières. Une convention a été signée le 30/06/2022 avec le syndicat mixte de l'aménagement de l'Arconce. La convention prévoit des versements financiers qui ont pour finalité la restauration du cours d'eau et de zones humides.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 2.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Phase 1 (0 à 3 ans) Volume à extraire (m3) : 346 000
Constats : Le volume total extrait au titre de la phase 1 (juillet 2017 à juillet 2020) est de 100 00 m ³ environ.
Observation: le rythme de production est très inférieur au rythme moyen prévu dans le dossier de demande.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Stockage des matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 2.4.7
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des matériaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La hauteur des stocks est limitée à 7 mètres.
Constats : La hauteur des stocks de matériaux est inférieure à 7 mètres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 2.6.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Modalités de remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Globalement, la remise en état du site consiste en un remblaiement partiel et en la création d'un plan d'eau. Elle comporte notamment la mise en œuvre des mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none">• remise en état des fronts de taille en tenant compte de l'érosion des bords de l'excavation• plantations et végétalisation• remblaiement avec apports extérieurs de déchets inertes,• remblayage des carrières ne devant pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés.
Constats : Seule la partie Sud de la zone extraite a été partiellement remise en état par remblayage de stériles d'extraction. Cette surface a été réaménagée après extraction pour l'accueil des déchets inertes extérieurs qui n'a pas encore débuté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : Eau souterraine en nappe par forage : 7700 m3 annuel (dont 5 m3/h et 30 m3/j maximum), réseau public 60 m3 annuel. Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Pour chaque dispositif, l'exploitant tient à jour un registre des prélèvements d'eau qu'il renseigne quotidiennement. Un disconnecteur à zone de pression réduite est installé afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique

ou dans les milieux de prélèvement. Celui-ci doit faire l'objet d'un contrôle annuel. Le rapport de contrôle est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Il n'y a ni prélèvement d'eau de forage ni consommation d'eau du réseau public.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Plan des réseaux d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...), • les secteurs collectés et les réseaux associés, • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Un plan des réseaux d'eaux au 1/500 a été relevé en date du 09/02/2021.
Non-conformités : Les points de rejets et de prélèvements suivants ne sont pas indiqués sur le plan : <ul style="list-style-type: none"> - fond de fosse d'extraction (point de rejet interne des eaux d'exhaure dans le fossé en direction du bassin de décantation principal), - décanteur/séparateur d'hydrocarbures (point de rejet interne des eaux de ruissellement sur l'aire étanche de ravitaillement et stationnement des engins dans le fossé en direction du bassin de décantation principal ; point de prélèvement), - bassin de décantation final (point de rejet externe vers le milieu naturel des eaux collectées et traitées dans la carrière ; point de prélèvement).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Qualité des rejets d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 4.3.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, VLE des rejets d'eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux d'exhaure et des eaux pluviales de l'aire étanche dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies : MES : 35 mg/l DCO : 125 mg/l HCT : 5 mg/l

<p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. Ces eaux doivent par ailleurs avoir un pH compris entre 5,5 et 8,5 et une température inférieure à 30°C.</p> <p>La modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour le seul rejet externe des eaux de la carrière dans le milieu naturel (prairie de zone humide), l'exploitant procède à des mesures mensuelles sur les paramètres demandés : pH, DCO, MES, HCT.</p> <p>En 2022 tous les résultats sont conformes.</p> <p>Pour le rejet interne (dans un fossé puis bassin de décantation) des eaux de ruissellement sur l'aire étanche de ravitaillement et de stationnement, l'exploitant procède à des mesures annuelles sur les paramètres demandés : pH, DCO, MES, HCT.</p> <p>En 2022 tous les résultats sont conformes.</p> <p>Les prélèvements sont effectués par l'exploitant. Les analyses par le laboratoire LDA 39 (accrédité).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 13 : Vibrations et résultats

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 7.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Tirs de mines</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 6 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.</p> <p>On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine, les ouvrages d'art affectés à la circulation routière et les monuments.</p> <p>Le respect de la valeur limite ci-dessus est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>En 2022, 12 tirs de mines ont été effectués par un sous-traitant qui procède aux mesures des vibrations et de pressions acoustiques dans l'environnement.</p> <p>Aucune valeur de vitesses particulières pondérées suivant tous les axes ne dépasse 6 mm/s.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 14 : Tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 7.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Périodes autorisées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ne sont autorisés que du lundi au vendredi de 9h à 12 h et de 14h à 18h. La fréquence maximale autorisée est d'un tir par semaine.
Constats : La fréquence des tirs de mines est mensuelle.
Non-conformité : en 2022 des tirs ont été réalisés entre 12h00 et 14h00 (tir du 05/12/2022 à 12h38 et tir du 28/02/2022 à 12h11).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 7.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque tir fait l'objet de mesures de vibrations. Les points de mesure sont choisis et aménagés en accord avec l'inspection des installations classées. Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir ainsi que les résultats des mesures. Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection des installations classées. Un bilan des mesures lui est adressé chaque année.
Constats : Les points de mesure pour chaque tir de mine sont : un pont de la RCEA au sud-Est de l'emprise et le bâtiment de l'entreprise Bois Durable au Sud de l'emprise. Il n'y a pas d'habitation à proximité de la carrière. L'exploitant tient à jour un registre de tir regroupant les données et les résultats de chaque tir.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet